

Les barrières ne protègent pas : elles enferment !

Trump a annoncé mercredi 2 avril – la veille, on aurait pu croire à un poisson d’avril ! – une hausse des droits de douane perçus par les États-Unis. La guerre économique est déclarée, au risque de précipiter une crise de l’économie mondiale.

L’impérialisme américain à l’offensive

Cette taxation va renchérir la plupart des marchandises de 10 % à 50 % selon les pays. Les automobiles ont droit à un minimum de 25 % d’où qu’elles viennent. Les produits chinois, déjà taxés à hauteur de 20 %, se voient infliger 34 points de plus, soit un total de 54 % !

Pour justifier cette remise en place de barrières douanières à un niveau jamais vu depuis plus d’un siècle, Trump présente son pays comme la victime du libre-échange... que ses prédécesseurs ont pourtant imposé pour asseoir la domination des États-Unis sur l’économie mondiale !

À l’entendre, ses droits de douane à lui seraient une réponse « gentille » à ceux prétendument plus élevés des autres pays. C’est un mensonge pur et simple. Mais un mensonge assorti d’une menace, celle de les augmenter encore.

De fait, bon nombre de pays semblent préférer négocier avec le chef de la principale puissance de la planète.

Leur guerre économique... avec notre peau !

D’autres envisagent de rendre coup pour coup et taxe pour taxe. Pas tant du côté de l’Europe - où Macron joue au chef de bande, mais brasse surtout de l’air - que du côté de la Chine, qui a annoncé une “hausse miroir” de 34 % de ses droits de douane sur les produits américains.

Mais qu’il y ait riposte ou pas, les exportations refoulées aux États-Unis vont chercher à s’écouler dans d’autres pays. Lesquels pourraient à leur tour... relever les taxes sur leurs importations !

Cette perspective d’une escalade générale des barrières douanières a immédiatement fait chuter les cours des principales bourses de la planète.

Les capitalistes ont peur, certes, mais du côté des travailleurs, nous aurions tort de nous réjouir. Dans l’immédiat, c’est l’inflation qui menace aux États-Unis. Les entreprises étrangères ne céderont

pas leurs bénéfices aux douaniers : elles augmenteront donc leurs prix. Demain, c’est l’emploi qui risque de trinquer.

À Detroit, capitale de l’automobile des États-Unis, des ouvriers angoissent de voir les droits de douane s’appliquer sur les châssis en aluminium provenant du Canada, à quelques kilomètres seulement. Le prix des voitures qu’ils produisent grimperait en flèche, au risque que personne ne les achète... et que leur patron les licencie.

Réindustrialisation, piège à c...

Trump minimise. Ces « perturbations » seraient un mauvais moment à passer avant que l’appétissant marché américain amène la relocalisation d’usines aux États-Unis.

Chez nous aussi, tout le monde parle de réindustrialisation, de la gauche à l’extrême droite. Mais personne ne le fait.

Barrières douanières ou non, ce qui attire les capitalistes, ce sont les possibilités de faire du profit sur l’exploitation des travailleurs.

Et, des plus “protectionnistes” aux plus “libre-échangistes”, tous les dirigeants capitalistes, comme Macron, et ceux qui aspirent à l’être - comme Le Pen et Bardella - s’accordent pour vouloir renforcer ces possibilités.

Entre travailleurs, pas de frontières !

Bien des syndicats, ici ou ailleurs, cèdent aux sirènes du protectionnisme. Comme si l’État aux mains des patrons pouvait faire autre chose qu’aider ces derniers à nous exploiter ! Libre-échange ou barrières douanières, ce sont les deux faces d’une même médaille : le capitalisme !

Les barrières douanières ne nous protégeront pas plus des bas salaires et des licenciements que la fermeture des frontières aux immigrés.

Nos adversaires ne sont pas les travailleurs des autres pays : c’est même précisément par des luttes communes contre nos exploiteurs communs que nous pourrions remettre à l’endroit ce monde qui marche sur la tête.

FÊTE DU NPA RÉVOLUTIONNAIRES ROUEN

17 MAI A PARTIR DE 15H

**SALLE FESTIVE
SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY**
40 RUE DES COQUELICOTS, BUS 42 OU F3
DÉBAT · LIBRAIRIE · EXPOSITION ·
MUSIQUE · REPAS SUR RÉSERVATION

Bientôt la fête
annuelle
du NPA-R
à
St-Etienne-du-
Rouvray

Réservez
votre journée !

européens, à hauteur de 4 millions d'euros. Faut-il ou non considérer que les élu.es et responsables politiques sont face à la justice des citoyen.nes comme les autres, malgré leurs casseroles ? Visiblement non pour certain.es, genre Ciotti, qui dit vouloir déposer une proposition de loi pour supprimer ET la peine d'inéligibilité immédiate ET le parquet national financier. Rien que cela : on se croirait revenu au temps des privilèges, qu'on croyait abolis depuis 1789.

Chair à patrons ou chair à canons : C'est quoi ce choix ?

Réarmer l'Europe, la nouvelle priorité. En France, il y avait déjà 413 milliards de dépenses militaires prévues entre 2024 et 2030. Pour Macron et Bayrou il en faudrait donc encore plus. Tout en continuant de diminuer le déficit budgétaire. Mais sans augmenter les impôts. D'où la nouvelle saignée dans les dépenses publiques annoncée pour 2026.

S'il y a bien une guerre qui est déjà là, pour des millions de gens, c'est la guerre sociale, avec pour nom : un seul repas par jour, des factures d'énergie effrayantes, le porte monnaie vide le 15 du mois, l'impossibilité de se soigner ou de se loger, les suppressions d'emplois en cascade ... et toutes les galères avec France Travail, la Caf et autres. En plus, avec la guerre commerciale initiée par Trump, le chantage patronal va redoubler : soit de nouveaux sacrifices sur les salaires et conditions de travail (y compris nouveau recul sur l'âge de la retraite, le Medef y pense), soit se retrouver au chômage. Contre cette guerre sociale, il serait grand temps de décréter une mobilisation générale pour arracher les milliards nécessaires aux urgences sociales.

Gaza : s'exiler ou mourir de faim L'infâme choix laissé à la population

Après un cessez-le-feu temporaire, l'accord Israël-Hamas de janvier prévoyait une seconde phase qui aurait dû débuter fin février, avec retrait des troupes israéliennes de Gaza et libération des derniers otages. Accord rompu unilatéralement par Nétanyahou. Et depuis mars, la liste des horreurs ne cesse de s'allonger : bombardements meurtriers, destructions d'habitations, nouveaux ordres d'évacuation, blocage total de l'aide alimentaire, exécution de secouristes et destructions d'ambulances, menaces d'annexion pure et simple de territoires. Une guerre d'anéantissement de tout un peuple, auquel Israël, avec la bénédiction de Trump, ne laisse comme choix que l'exil ou la mort. Peu importe finalement le sort des otages, ce que dénoncent d'énormes manifestations en Israël même. Dans le même temps se poursuit le nettoyage ethnique et le processus de colonisation en Cisjordanie. La solidarité avec le peuple palestinien reste plus que jamais nécessaire.

Marine Le Pen se prend la « prison ferme » ... qu'elle réclame pour d'autres !

« L'arme de l'inéligibilité devra être utilisée avec beaucoup plus de rigueur », écrivait Marine Le Pen en 2012. En 2013, elle réclamait même « l'inéligibilité à vie » pour les détournements de fonds publics ! La voilà en partie prise au mot, avec une condamnation à quatre ans de prison dont deux ferme et cinq années d'inéligibilité, même si elle a fait appel de sa condamnation.

Car Marine Le Pen a été reconnue coupable d'avoir détourné de l'argent public, plus de 4 millions d'euros, pour faire tourner son parti et avoir fait croquer les fidèles, la famille et les copains. Sa soeur, sa belle-soeur, son ex-compagnon, son assistante, tous étaient rétribués entre 5.000 et 9.000 euros par mois pour des tâches qu'ils ne faisaient pas. Le Pen payait même le majordome de papa avec l'argent du Parlement.

De Jordan Bardella à Donald Trump en passant par Victor Orban, les réactionnaire du monde entier hurlent au scandale démocratique. Et les mêmes qui critiquent le « laxisme » des magistrats quand ils jugent un jeune ou un travailleur dénoncent aujourd'hui une peine trop sévère.

Même si ce n'est pas la justice qui fera reculer l'extrême droite et ses idées, ce jugement a le mérite de confirmer que le RN est finalement un parti anti-ouvrier aussi pourri que les autres.

Condamnation de Marine le Pen : Panique dans les chaumières

Face à cette condamnation à une inéligibilité avec exécution immédiate, le RN a fustigé une justice « politique », et son allié Ciotti une « peine de mort politique ». Pour le LR Wauquiez, « il n'est pas sain qu'une élue soit interdite de se présenter à une élection ». Bayrou, lui, sans oser critiquer ouvertement cette décision de justice, s'avoue néanmoins « troublé », et prêt à une « réflexion » sur la question de l'exécution immédiate. Jusqu'à Mélenchon, qui estime que « le fait d'écarter une représentante élue devrait revenir au peuple ». Indignations et gênes qui voudraient nous faire oublier le motif même de la condamnation, une utilisation frauduleuse des fonds

**RASSEMBLEMENT A ELBEUF
SAMEDI 12 AVRIL 10H30
DEVANT LE CINEMA MERCURE**